

9^E ÉDITION DE L'OBSERVATOIRE CMV Médiforce des Professions Libérales de Santé



2020 : une année d'opportunités malgré la crise sanitaire ?



2020, une année
de crise sanitaire



Une **baisse de revenus** pour la grande majorité des Professionnels Libéraux de Santé (PLS).

Des **besoins importants** en trésorerie pour payer les charges sociales et pallier une période d'inactivité.

Un **moral en baisse** durant la période.

Un **manque de soutien** des institutions : État, établissements bancaires et compagnies d'assurance.

Une **fierté accrue** d'exercer en libéral.

Une vision malgré tout **positive de l'avenir** de leur profession, sauf pour les kiné-ostéopathes et les infirmiers. Des PLS qui, d'ailleurs, n'envisagent pas d'arrêter leur activité.

Autre opportunité, la hausse importante de la pratique de la **télé médecine** (*télé-expertise, téléassistance, téléconsultation, télésurveillance*) qui pourrait s'ancrer dans le futur, même depuis le domicile.

Cette technologie permettrait d'envisager un temps partiel au cabinet, une tendance qui se confirmerait dans le futur, de même que le regroupement dans un **même lieu d'exercice**.

2020, une année
d'opportunités ?





Paris, le 3 décembre 2020 – CMV Médiforce, la marque dédiée au pôle médical de BNP Paribas Leasing Solutions dévoile les résultats de la 9e édition de l'Observatoire CMV Médiforce des Professions Libérales de Santé, réalisé en partenariat avec Ipsos.

Cette étude, menée du 16 septembre au 19 octobre 2020 auprès de 495 Professionnels Libéraux de Santé (PLS) exerçant en France, décrypte leur vision de la profession, leur rapport au cadre légal en vigueur, ainsi que leurs opinions sur les challenges et opportunités soulevés par les évolutions technologiques.

Cette année 2020, marquée par la crise sanitaire Covid-19, a eu un impact majeur sur le moral et les conditions d'exercice des PLS. Mais n'a-t-elle pas également constitué, pour eux, une année de nouvelles opportunités ?

Chiffres clés



61 % des PLS jugent que leur chiffre d'affaires sera durablement **impacté par la crise**.

87 % des PLS expriment des **besoins de trésorerie**, et 56 % les destinent à pallier une période d'inactivité.

Le **statut libéral** est particulièrement **plébiscité cette année** (de 82 % en 2019, il passe à 87 % en 2020).

Dans le même temps, **la fierté d'exercer leur métier**, via une contribution réelle à la société, reste pour eux très élevée (91 %).

58 % jugent que leur **moral a chuté** durant cette période.

65 % des PLS sont **mécontents de la gestion de la crise** par le gouvernement.

72 % des PLS ont apprécié le **mouvement de soutien populaire**.

63 % des PLS estiment que la crise de la Covid-19 a favorisé **le recours à la télémedecine**.

La crise sanitaire

Cette neuvième édition de l'Observatoire CMV Médiforce des Professions Libérales de Santé s'est déroulée dans un **contexte inédit** de crise sanitaire Covid-19.

Une crise qui a lourdement impacté les PLS composant notre panel, tant d'un point de vue financier que moral, et ce quels que soient leur vécu et les conséquences de la situation sanitaire sur leur activité.



Focus – Crise Covid-19 : un impact évident sur les revenus des PLS ¹

Pour mémoire, les chirurgiens-dentistes, les ophtalmologues et les kinés-ostéopathes ont vu leur cabinet fermer lors du premier confinement.

Les chiffres de janvier à fin juillet 2020 de l'Assurance Maladie révèlent ainsi une baisse des honoraires remboursés de **19,6 %** pour les dentistes (*qui n'acceptaient que les urgences*) et de **23%** chez les masseurs kinésithérapeutes.

Les médecins généralistes et les radiologues, de leur côté, sont restés en activité, mais ont subi une baisse importante de fréquentation, que ce soit du fait d'un manque d'équipement de protection ou par crainte de contagion à la Covid-19 de la part de leurs patients.

Les médecins généralistes ont ainsi connu une baisse des honoraires remboursés de **8,9 %**, toujours selon ces mêmes chiffres.

Les infirmiers et les pharmaciens ont été, en revanche, très sollicités, subissant ainsi une moindre baisse d'activité, et même une légère hausse des honoraires remboursés : **+ 3,1 %** pour les infirmiers. Ceux-ci sont intervenus pour des traitements ou des soins en urgence ; les pharmaciens, quant à eux, ont répondu aux consultations informelles et aux demandes de masques et de gels hydroalcooliques, puis, depuis juillet aux requêtes de tests antigéniques.



Des impacts financiers immédiats

Les Professionnels Libéraux de Santé interrogés le disent clairement : la crise sanitaire a eu des répercussions immédiates sur leur situation financière.

61 % des PLS jugent que leur chiffre d'affaires sera durablement impacté par la crise.

Dans ce contexte, ils sont **87 % à exprimer des besoins de trésorerie**. 56 % des sondés les destinent à pallier une période d'inactivité. Sur ce point, les ophtalmologues, les infirmiers et les médecins généralistes sont les plus demandeurs de trésorerie. Notons que, parmi les PLS interrogés, les pharmaciens et les radiologues sont ceux qui ont le moins besoin d'utiliser cette trésorerie pour pallier un temps d'inactivité.

Les PLS sont par ailleurs plus que mitigés quant au soutien financier qui leur est apporté :

- Le soutien des banques via le PGE (*Prêt Garanti par l'État*) est jugé insatisfaisant à 67 %.
- Ils considèrent à 74 % qu'il n'y aura pas de moyens financiers supérieurs alloués à la santé suite à la crise.
- Les compagnies d'assurance sont celles qui sont jugées le plus durement, avec 18 % seulement des PLS qui estiment avoir été soutenues par elles.

La gestion de la crise par le gouvernement n'est pas davantage saluée : les PLS en sont mécontents à 65 %, un chiffre proche de la moyenne de l'ensemble de la population française, à 62 %.

Un coup au moral évident malgré la ferveur populaire

Logiquement, cette crise sanitaire a également eu un impact sur le moral des PLS : **58 % jugent ainsi que leur moral a chuté durant cette période.**

Le mouvement de soutien populaire, apprécié par 72 % des PLS, a toutefois constitué, selon eux, un véritable rayon de soleil dans cette pandémie.



Un climat en demi-teinte

On note que les effets de la crise sanitaire, avec des consultations bouleversées, ont dégradé la satisfaction des Professionnels Libéraux de Santé concernant la pratique au quotidien de leur métier : **79 % s'estiment satisfaits de leur travail actuel cette année, quand ils étaient 85 % en 2019.** C'est même l'insatisfaction qui est en augmentation, et ce de façon significative (*19 % sont plutôt insatisfaits en 2020, versus 14 % en 2019*).

Pour autant, si l'on analyse l'opinion que les Professionnels Libéraux de Santé ont de leur profession, on remarque que celle-ci poursuit la dynamique positive initiée depuis 2014. Ainsi, cette tendance se confirme à nouveau cette année, avec une note de **5,8/10 pour leur opinion actuelle** sur leur profession, la plus haute depuis 2011, date de la première édition de l'Observatoire CMV Médiforce.

Sans doute ces professionnels se sont-ils sentis plus utiles que jamais, dans ce contexte de crise sanitaire ?

L'opinion quant au futur de leur profession, toujours inférieure en valeur par rapport à celle liée à la situation actuelle, suit, elle aussi, cette évolution. Elle progresse même davantage cette année, avec une note de **5/10 (versus 4,7/10 en 2019)**.

Faisant figure d'ovnis dans le panorama des PLS, les ophtalmologues ont le moral. Ils sont très satisfaits de leur travail au quotidien (*91 % versus 79 % total PLS*) et ont une opinion très positive de leur profession en 2020, en forte hausse depuis 2019 (*de 69 % à 91 % d'opinion positive sur la situation actuelle de leur profession, soit + 22 points entre 2019 et 2020*).

Des métiers qui restent porteurs d'avenir

Certes aujourd'hui la situation est difficile, mais pour certains des PLS interrogés, **demain le métier restera porteur d'avenir.** Et ceci est d'autant plus vrai pour les médecins généralistes (*68 % d'opinion favorable*) et les chirurgiens-dentistes (*54 % d'opinion favorable*), qui connaissent une hausse significative de l'opinion quant au futur de leur profession.

Si les radiologues sont les plus optimistes pour l'avenir, avec une opinion en hausse constante depuis 2014, cet optimisme n'est hélas pas partagé par les infirmiers et

les kinés-ostéopathes, qui ont la moins bonne opinion de leur profession aujourd'hui (*65 % d'opinion favorable pour les kinés-ostéopathes, 67 % pour les infirmiers*), comme dans le futur (*38 % d'opinion favorable chez les kinés-ostéopathes, 37 % chez les infirmiers*).

Si l'on comprend bien que la pratique a été particulièrement pénible cette année pour ces professions, cette opinion dégradée de leur métier conforte un pessimisme sur leur vision de l'avenir, en hausse depuis 2015.

Des conditions de travail impactées par la crise Covid-19

Dans ce contexte, les médecins généralistes considèrent logiquement, cette année, **travailler davantage dans l'urgence et sacrifier la qualité de leur travail** (une variation de + 17 points d'avis favorable sur cet item, entre 2019 et 2020).

Malgré cela, ils sont pourtant significativement plus nombreux que la moyenne des PLS à estimer que leur métier est stimulant au quotidien (90 % versus 80 % total PLS).

Les infirmiers, qui ont vu leur charge de travail s'alourdir, ont le même sentiment d'une dégradation des conditions de leur pratique, avec une hausse significative du poids des contraintes administratives (+ 19 points entre 2019 et 2020 sur cet item) et du sentiment de travailler dans l'urgence (+ 19 points entre 2019 et 2020).



Les professionnels de santé et les nouvelles technologies

Télémédecine : de nouveaux usages émergent

Cette nouvelle édition de l'Observatoire le souligne : si la baisse de la fréquentation a logiquement réduit l'usage quotidien de la gestion du dossier médical partagé ou DMP (de 14 % en 2019 à 10 % en 2020) et la mise à disposition de résultats d'analyses via un serveur ou site internet (de 23 % en 2019 à 16 % en 2020), ces solutions, de même que l'usage d'outils connectés, restent **des solutions d'avenir**.

Par ailleurs, la crise sanitaire a favorisé un **recours plus fréquent à la télé-expertise** (de 62 % en 2019 à 65 % en 2020), **et à la téléconsultation**, qui passe d'un taux d'adoption prévue ou effective de 46 % en 2019 à 56 %

en 2020, soit une croissance significative. Cette hausse du recours à la téléconsultation est clairement un effet du confinement, puisque, pour les PLS interrogés, elle arrive en tête des technologies sur lesquelles la Covid-19 a eu un impact sur son utilisation (63 %).

Les médecins généralistes figurent d'ailleurs parmi les plus fervents pratiquants de la téléconsultation. Ainsi, ils progressent de façon significative aussi bien sur l'adoption que sur la pratique quotidienne (15 % en 2020 versus 4 % en 2019) ou ponctuelle (38 % en 2020 versus 8 % en 2019). Et ils sont 57 % à revendiquer vouloir poursuivre la pratique.

Focus sur la téléconsultation

Il y a encore quelques mois, la consultation médicale à distance ne séduisait pas franchement les Français. Mais avec la crise sanitaire et le confinement, le recours à cette pratique a explosé.

Plus de 527 000 consultations vidéos ont ainsi été facturées par l'Assurance Maladie lors de la deuxième semaine de confinement, contre moins de 10 000 au début du mois de mars. Mais c'est en avril que les chiffres sont les plus éloquentes : « les

téléconsultations ont franchi la barre du million par semaine », indiquait Olivier Véran dans sa déclaration du 7 mai dernier.

Notamment, dans sa dernière étude de septembre 2020, la plateforme Doctolib a enregistré 4,5 millions de consultations vidéo ces derniers six mois, contre 100 000 avant le confinement – soit, 45 fois plus.¹

¹ Source : Communiqué de presse Doctolib, septembre 2020.



Des technologies qui pourraient à l'avenir constituer la nouvelle norme

La téléconsultation est vouée à s'ancrer dans les usages :

- Parmi ceux (56 %) qui ont mis en place la téléconsultation, 57 % déclarent qu'ils vont continuer de le faire et 36 % qu'ils vont le faire plus souvent. 11 % seulement affirment de pas vouloir continuer.
- Parmi les PLS âgés de 20 à 34 ans, c'est même une pratique deux fois plus répandue dans l'organisation de de leurs consultations (25 % *versus* 11 % *moyenne PLS*).

Le DMP (*Dossier Médical Partagé*), les objets connectés et la mise à disposition de données via un serveur **seront pérennes** :

- Au quotidien, les PLS disent cette année moins utiliser le DMP : son usage passe en effet de 14 % en 2019 à 10 % en 2020. Cela ne remet toutefois pas en cause son usage dans le futur, plébiscité par 86 % des PLS qui continueront à l'utiliser (*parmi eux, 45 % de plus en plus et 41 % à la même fréquence*).
- Si les objets connectés sont recommandés seulement aujourd'hui à 21 %, les PLS sont 85 % à estimer les recommander dans le futur.
- Et c'est la mise à disposition des données via un serveur ou un site internet qui va sans doute connaître l'accélération la plus importante dans la pratique pour 52 % des PLS interrogés.

71 % des PLS reconnaissent devoir développer leurs compétences en robotique et intelligence artificielle. Dans le même temps, les coûts d'équipements restent élevés pour 72 % d'entre eux.

Soulignons également, et c'est là un fait nouveau, que les PLS ont pris conscience cette année, que leurs patients se modernisaient. Ils ne sont ainsi plus que 50 % (*versus* 73 % en 2019, soit un chiffre en baisse *significative*) à penser que leurs patients ne sont pas en mesure d'utiliser ces technologies.

Notons toutefois que **des freins principaux demeurent**, perçus au même niveau de crainte (63 %) par les PLS : celle d'une déshumanisation de la relation patient, d'une vulnérabilité face aux cyberattaques, et d'un risque sur la confidentialité des données.



Les professionnels de santé et la pratique libérale

Coworking et télétravail... en libéral

Alors que le monde hospitalier vit sous la pression de la pandémie, **le statut libéral est particulièrement plébiscité cette année par les Professionnels Libéraux de Santé interrogés** (de 82 % en 2019 à 87 % en 2020).

Dans le même temps, la fierté d'exercer leur métier, via une contribution réelle à la société, reste pour eux très élevée (91 %).

Si la crise altère le moral des PLS, **seuls 18 % d'entre eux envisagent d'arrêter leur activité**. Sur ce point, les chirurgiens-dentistes et les infirmiers se distinguent parmi les PLS ayant le plus envie de changer de métier : 28 % des chirurgiens-dentistes le soulignent, presque autant que les infirmiers (29 %). A l'opposé, seuls 3 % des radiologues sont dans ce cas.

En revanche, et c'est là un autre enseignement de cette édition de l'Observatoire, **les pratiques vont évoluer** :

- Avec la télémedecine qui s'installe, le télétravail devient possible pour **3 PLS sur 10** qui pratiquent depuis leur domicile, une évolution importante à souligner.
- Pour chaque PLS qui consulte et utilise la télémedecine, si le présentiel et le contact humain restent largement majoritaires, à 89 % de leur temps, l'usage de la téléconsultation dans l'organisation future de leur semaine de consultations **monte à 16 %**.
- A l'avenir, les Professionnels Libéraux de Santé ne seront présents qu'à temps partiel au cabinet, en alternance avec les autres membres du cabinet (55 % *y sont favorables*). Ceci sera possible dans les faits, car dans l'organisation de leurs visites, ils prévoient d'être 24 % de leur temps hors du cabinet - chez leurs patients (17 %) ou en téléconsultation chez eux (6 %) - **soit l'équivalent d'une journée par semaine**.
- Et ils sont plus nombreux encore à envisager de se **regrouper davantage**, dans un même lieu d'exercice (75 % *y sont favorables*). L'avenir nous dira si leurs motivations, pour cela, sont d'ordre économique ou dans une volonté de pratique plus collaborative...

Les professionnels de santé et les pouvoirs publics

On l'a vu, les PLS sont déçus de la gestion de la crise par l'État. Mais qu'en est-il de leur opinion à l'égard de la politique de Santé ?

Séjour de la Santé :

des PLS impliqués malgré un plan surtout dédié à l'hôpital

Focus Séjour de la Santé

Avec seulement 7 propositions sur 33 concernant la médecine de ville, les PLS jugent que le Séjour de la Santé impose une vision du système de santé très hospitalo-centrée : quand on leur demande leur avis, ils savent qu'ils ne seront que peu concernés par des mesures et des financements en majorité dédiés à l'hôpital et au système de santé publique.



La mise en place d'une offre de prise en charge intégrée Ville-Hôpital-Médico-Social pour les personnes âgées est un débat acquis pour les PLS (80 % d'opinion favorable). Un résultat qui reflète la solidarité de ces professionnels à l'égard des seniors, une solidarité qui s'est accrue avec la pandémie et la nécessité de revoir les conditions d'accueil dans les établissements médico-sociaux.

Dans un contexte où les PLS ont fortement subi la première vague, **ils acceptent (avec 62 % d'opinion favorable) de contribuer à la réorganisation du**

système de santé sur des mesures phares : la création d'une plateforme d'accès numérique pour l'accès aux soins, le développement de l'exercice coordonné pour améliorer l'accès aux soins non programmés, le développement de la télésanté sur tous les territoires.

En revanche, le renforcement des missions et de l'indépendance des Conférences régionales de la santé et de l'autonomie (CRSA) avec 47 % d'opinion favorable, tout comme l'évolution des Agences régionales de santé (ARS) avec 51 % d'opinion favorable, divisent encore les professionnels.

Des PLS qui en appellent à la solidarité de l'État et aux collaborations locales

Si, en 2019, 55 % des PLS jugeaient souhaitable une extension de l'intervention de l'État au nom de la solidarité, ils sont logiquement 62 %, un chiffre en hausse significative, à le vouloir cette année.

Les jeunes praticiens, âgés de 20 à 34 ans, sont même 75 % à souhaiter ce scénario. Par ailleurs, ils jugent plus réaliste que leurs aînés, la probabilité d'un État qui limite ses interventions directes et transfère de plus en plus au privé un certain nombre de prises en charge (59 % le jugent probable, versus 41 % total PLS).

Le scénario le plus désiré encore cette année, et ce malgré une évaluation plus négative de sa probabilité (28 % le jugent improbable, en hausse significative), est celui d'une collaboration locale **sur-mesure entre citoyens, élus et acteurs locaux de santé** (souhaitable à 82 %, au même niveau que 2019). Les infirmiers sont même 90 % à désirer ce scénario.

À l'inverse, le scénario tant redouté (souhaité à 21 %) d'une montée en puissance des communautés de patients et de citoyens via les réseaux sociaux, semble quant à lui tarder à se mettre en place (48 % le jugent « déjà en cours », en baisse significative par rapport à 2019).

Enfin, les pharmaciens sont les plus nombreux à craindre qu'un acteur économique mondial prenne le pouvoir en s'appuyant sur l'intelligence artificielle et la data : 23 % seulement le désirent (contre 37 % total PLS).

Des initiatives gelées par la crise sanitaire ? Globalement, tous les scénarios tardent à se concrétiser. Un statut quo qui devra se confirmer l'an prochain...





L'ÉTUDE COMPLÈTE PEUT VOUS ÊTRE ENVOYÉE SUR DEMANDE

Pour toute reprise d'éléments de cette dernière, nous vous remercions de bien vouloir mentionner
« **Source : Observatoire CMV Médiforce des Professions Libérales de Santé 2020** ».

A propos de l'Observatoire CMV Médiforce des Professions Libérales de Santé :

Créé en 2011, le premier Observatoire dédié aux Professions Libérales de Santé en est aujourd'hui à sa 9ème édition. Réalisée en partenariat avec IPSOS, cette enquête quantitative auprès de 495 Professionnels Libéraux de Santé, répartis en 7 professions : chirurgiens-dentistes, infirmiers, kinésithérapeutes-ostéopathes, médecins généralistes, pharmaciens, radiologues, et ophtalmologues, a été réalisée du 16 septembre au 19 octobre 2020.

À propos de CMV Médiforce :

CMV Médiforce propose depuis plus de 40 ans des solutions de financement réservées aux Professionnels Libéraux de Santé pour les accompagner tout au long de leur parcours professionnel (*installation, acquisition de matériel, développement d'activité*).

CMV Médiforce est la marque dédiée au pôle médical de la société BNP Paribas Leasing Solutions, leader européen du financement d'équipements professionnels.

À propos d'Ipsos :

Leader des études en France et expert du comportement des consommateurs, des citoyens et des salariés, Ipsos intervient dans tous les secteurs d'activités.

Nos experts accompagnent annonceurs, décideurs et institutions dans leurs stratégies marketing, leurs problématiques RH, leur positionnement de communication et leurs enjeux d'opinion depuis 1975.

Chez Ipsos, nous sommes passionnément curieux des individus, des marchés, des marques et de la société. Nous aidons nos clients à naviguer plus vite et plus aisément dans un monde en profonde mutation. Nous leur apportons l'inspiration nécessaire à la prise de décisions stratégiques. Nous sommes Game Changers

CONTACTS PRESSE :

Laurence Delval

laurence.delvalrp@gmail.com

+33 (0)6 82 52 98 47

Jérôme Goar

j.goar@verbatee.com

+33 (0)6 61 61 79 34

Adeline Winckel

adeline.winckel@bnpparibas.com

+33 (0)7 63 99 11 13



Médecins généralistes



Des médecins généralistes fiers de leur métier

La satisfaction globale des médecins généralistes reste à son bon niveau de 2017 (75 %).

Leur opinion sur la situation actuelle et future de leur profession est en progression constante depuis 2014, et dépasse le niveau de 2011.



Déjà utilisateurs réguliers des nouvelles technologies, ils prévoient de l'être encore plus à l'avenir

Téléconsultation, DMP et mise à disposition de résultats online font partie de leur quotidien.

La téléconsultation, largement pratiquée pendant la Covid-19, prend une part croissante dans leur mode d'organisation.



Un souhait de davantage de collaboration mais peu d'attentes

Ils sont globalement positifs à l'égard du Ségur mais la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie (CRSA) et l'Agence Régionale de Santé (ARS) retiennent l'adhésion de moins de la moitié d'entre eux.

De même, s'ils plébiscitent la véritable collaboration au niveau local (72 %), ils ne sont majoritairement pas favorables aux autres scénarios d'évolution du système de santé.



Radiologues



Des radiologues toujours plus satisfaits

86% se déclarent satisfaits, un chiffre en augmentation constante depuis 2017 (79 %).

Ils sont fiers de leur métier qui les stimule au quotidien, et apprécient leur rémunération par rapport à leur charge de travail.



Des radiologues précurseurs des nouvelles technologies

Les radiologues, largement convaincus par les nouvelles technologies, sont d'ores et déjà majoritairement pratiquants de la télémédecine (65 %).

Elles sont déjà intégrées à leur quotidien et cela devrait encore se renforcer à l'avenir, d'autant que la Covid-19 a permis de démontrer leur utilité et leur pertinence pour les patients et pour eux.



Une profession prête au changement

Leur opinion à l'égard du Ségur de la Santé est très majoritairement favorable, plus mitigée uniquement concernant l'évolution de l'ARS (51% d'opinion favorable).

Partagés sur la plupart des scénarios d'évolution du système de santé, 81% s'accordent toutefois sur davantage de collaborations locales et 75% se disent défavorables aux communautés de patients.



Ophtalmologues



Des ophtalmologues toujours très satisfaits de leur métier

Toujours une très haute satisfaction des ophtalmologues, tandis que leur opinion actuelle et future à l'égard de leur profession reste élevée.



Les outils connectés, permettant de mieux accompagner les patients, sont leur principal point d'intérêt

Que ce soient les outils connectés pour le suivi ou objets connectés à destination des patients, ils font partie des technologies qui sont le plus utilisées. S'ils ont davantage pratiqué la téléconsultation pendant la Covid-19 (53 %), seuls 14 % (*en baisse*) envisagent de la mettre en place à l'avenir.



Des attentes vis-à-vis du secteur financier pour de l'investissement

Leur opinion à l'égard du soutien bancaire pendant la crise de la Covid-19 est faible (37 % *se sont sentis soutenus*) et il en est de même pour les assurances (27 %).

Par ailleurs, seuls 26 % pensent que des moyens supplémentaires seront alloués à la santé à l'issue de la crise.



Kinésithérapeutes / Ostéopathes



Un moral stable

86 % des kinésithérapeutes / ostéopathes sont satisfaits de leur métier.

Et si l'opinion actuelle et future à l'égard de leur métier est tendanciellement en baisse, elle reste supérieure à celle de 2014 (5,1/10 et 4,1/10).

La pression des contraintes administratives tend par ailleurs à baisser (59 %), de même que le fait de devoir travailler dans l'urgence (27 %).



Un usage des nouvelles technologies tourné avant tout vers l'accompagnement des patients

L'usage des nouvelles technologies est encore occasionnel parmi cette profession.

La consultation en distanciel progresse très doucement.



Les kinésithérapeutes / ostéopathes sont ouverts aux changements s'ils permettent de mieux servir les patients

Très largement positifs à l'égard du Ségur, ils plébiscitent notamment la prise en charge intégrée (83 %) et le Service d'Accès aux Soins (66 %).



Chirurgiens-dentistes



Un moral moyen qui s'explique par le peu de satisfaction apportée par leur profession

Près de la moitié (45 %) considèrent que leur métier rapporte peu en rapport à la charge de travail.

Près de 3 dentistes sur 10 souhaiteraient changer de profession.



Des innovations technologiques inadaptées à leur profession

Hormis le DMP (14 %) et la téléconsultation (19 %), qui s'est développée pendant la crise (66 % l'ont pratiquée pendant cette période), les chirurgiens-dentistes sont peu utilisateurs des nouvelles technologies et envisagent de façon limitée que cela change à l'avenir.



Des chirurgiens-dentistes peu enthousiastes au changement

Si 83 % sont favorables à la mise en place de politiques de collaboration locales, et que 58 % (*en augmentation*) souhaitent davantage d'intervention de l'Etat au nom de la solidarité et l'accessibilité, les autres scénarios d'évolution sont rejetés.



Pharmaciens



Une satisfaction en hausse

Depuis 2014, l'opinion des pharmaciens sur leur profession est en tendance positive. La tendance se confirme encore en 2020 avec une satisfaction de 5,7/10 sur leur profession actuelle.

86 % se disent très satisfaits d'exercer en libéral, contre 79 % en 2019. Les contraintes administratives et budgétaires tendent à se réduire.



Des outils adoptés lorsqu'ils permettent d'assister les patients

Le DPM est d'ores et déjà intégré dans le quotidien d'un pharmacien sur 5 et une grande majorité l'utilisera à l'avenir si ce n'est pas déjà le cas.

La recommandation d'objets connectés est en plein développement et la pratique de la télé-expertise, bien qu'encore en retrait, prend le même chemin.



Des pharmaciens impactés par la Covid-19

L'épidémie a globalement eu un impact négatif sur les pharmaciens, en atteignant leur moral (64 %) et leur chiffre d'affaires (53 %).

Elle a cependant été un peu compensée par le mouvement de soutien populaire apprécié des pharmaciens (71 %).



Infirmiers libéraux



Des infirmiers libéraux moins satisfaits qu'en 2019

Que ce soit concernant la situation actuelle ou future de leur profession, les infirmiers ont une moins bonne opinion qu'en 2019 (*respectivement 5,2/10 et 4,4/10*), mais restent au-delà des évaluations de 2014.



Un usage des nouvelles technologies qui bénéficiera aux patients mais favorisera aussi les échanges avec les autres professionnels de santé

Si l'usage des nouvelles technologies est encore faible parmi les infirmiers, hormis pour la transmission de résultats d'examens (*23 % au quotidien*), il devrait très largement se développer à l'avenir, notamment pour interagir avec patients et professionnels de santé.



Des infirmiers en attente vis-à-vis de l'Etat

Le Ségur est globalement bien perçu - *hormis sur l'exercice mixte et la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie (CRSA)* - notamment sur les aspects de prise en charge intégrée (*84 %*) et le déploiement des infirmiers en pratique avancée (*71 %*).

90% souhaitent d'ailleurs avoir de véritables collaborations locales entre élus, citoyens et acteurs locaux.



Dispositif de l'étude

Méthode d'échantillonnage

- Recrutement de **495 Professionnels Libéraux de Santé (PLS)** exerçant en France
- Représentativité nationale au sein de chacune des spécialités en termes d'âge, de sexe, de région
- Tous ont un niveau d'activité fixé par un seuil minimal de patients

Les cibles interrogées

71 Médecins généralistes
72 Radiologues
70 Ophtalmologues
71 Kinésithérapeutes / ostéopathes
71 Chirurgiens-dentistes
70 Pharmaciens
70 Infirmiers libéraux

Collecte et traitements statistiques

- Mode de recueil CAWI (*Online*) device agnostic (*un questionnaire adapté au remplissage sur PC, smartphone ou tablette*)
- 15 minutes en moyenne
- Dates de terrain :**
16 septembre au 19 octobre 2020
- Analyses comparées pour une vision au plus proche de la réalité (*critères de la DREES*)